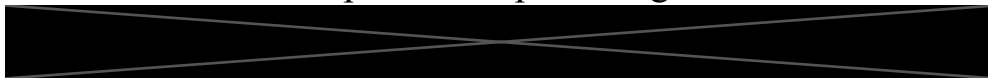


# COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

2e chambre sociale

**ARRET DU 26 AVRIL 2023**

Numéro d'inscription au répertoire général :

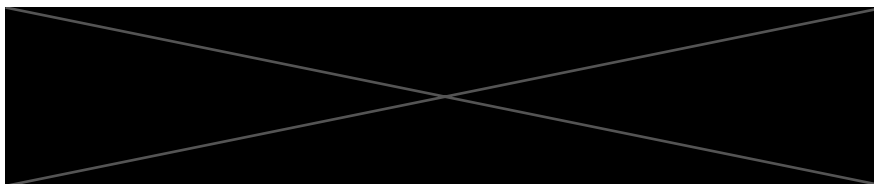


**ARR T n°**

Décision déférée à la Cour : *Jugement du 20 NOVEMBRE 2020  
CONSEIL DE PRUD'HOMMES - FORMATION PARITAIRE  
DE MONTPELLIER - N° RG F 20/00163*

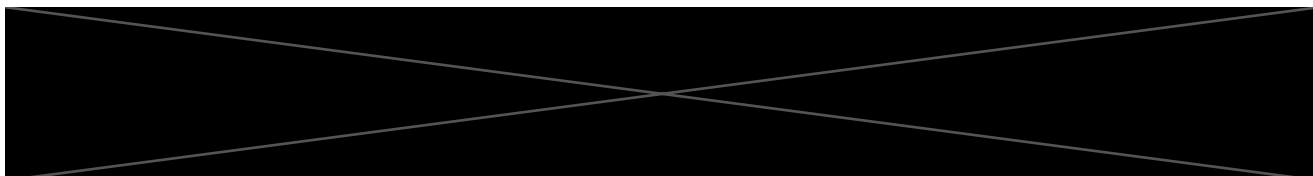
—  
Grosse + copie  
délivrées le  
à

**APPELANTE :**



Représentée par Me Yannick MAMODABASSE, avocat au  
barreau de MONTPELLIER

**INTIMEE :**



 , avocats au  
barreau de MONTPELLIER

Ordonnance de clôture du 08 Février 2023

## **PAR CES MOTIFS**

Infirmes le jugement rendu le 20 novembre 2020 par le conseil de prud'hommes de Montpellier sauf en ce qu'il a requalifié les contrats à durée déterminée en un contrat à durée indéterminée ;

Statuant à nouveau des chefs infirmés,

Condamne la [REDACTED] à payer à madame [REDACTED] les sommes suivantes :

- 1 223,37 € à titre d'indemnité de requalification,
- 10 025,20 € à titre de rappel de salaire pour la période du 5 juillet 2017 au 31 décembre 2018 outre la somme de 1 002,52 € pour les congés payés y afférents,
- 2 723,47 € à titre de rappel de salaire pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 mai 2019 outre la somme de 273,25 € pour les congés payés y afférents,
- 1 223,37 € à titre d'indemnité compensatrice de préavis outre 122,33 € pour les congés payés y afférents,
- 560,67 € à titre d'indemnité légale de licenciement,
- 2 500 € à titre de dommages et intérêts pour licenciement sans cause réelle et sérieuse,

Ordonne à la [REDACTED] ses fiches de paie et l'attestation Pôle Emploi rectifiés conformément au présent arrêt ;

Déboute madame [REDACTED] de ses autres demandes ;

Condamne la [REDACTED] à payer à madame [REDACTED] la somme de 1 500€ en application de l'article 700 du code de procédure civile ;

Condamne la [REDACTED] aux dépens d'appel.

**LE GREFFIER**

**LE CONSEILLER**  
Pour le président empêché

[REDACTED]